

# Comprendre les dangers et l'incongruité du TFTEA Clarifions certains points.

Posté le : 28 février 2017 11:45 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Monnaies et changes, Histoire économique récente, Economie et politique

Pour apprécier la législation prise, il y a un an, pendant la présidence Obama, dont Trump entend tirer toutes les conséquences internationales, il faut garder en tête quelques repères cruciaux qui sont certes un peu techniques mais donnent la mesure de ce qui est en train de se mettre en place et cadrent les conséquences souhaitables et/ou probables .

1. Dans les échanges internationaux les balances créditrices et débitrices s'équilibrent. Si on ne veut pas d'excédent, il ne faut pas de déficit. S'il n'y a pas de déficits, il n'y a pas d'excédents. Globalement les échanges se font à soldes nuls.

2. Les accords de juillet 1944 forment toujours aujourd'hui le cadre légal des relations économiques internationales. Ils stipulent qu'il ne doit y avoir ni gros excédents, ni gros déficits. Un déséquilibre est acceptable mais il doit être corrigé. Il ne peut y avoir de déficits permanents ni d'excédents permanents.

3. Cette législation provient d'un consensus général des économistes après les avanies de la crise de 1929. Les troubles monétaires jouent un rôle crucial dans les échanges de biens et de services et rendent problématiques les mouvements de capitaux. Chaque nation signataire s'engageait à ne pas se lancer dans des guerres monétaires et ne pouvait modifier le change de sa monnaie que par consensus.

4. Une situation constamment déficitaire d'un pays le met en grave difficulté car il ne parvient pas à se procurer les devises nécessaires à ses achats. Il doit donc freiner son économie pour limiter ses importations et l'ajustement pèse sur la conjoncture mondiale. Ceci n'est vrai que pour les pays dont la monnaie n'est pas de facto ou de jure la monnaie mondiale. Celui qui émet la monnaie mondiale peut indéfiniment financer ses déficits. Ce privilège est dangereux car réduire l'activité est toujours politiquement et socialement coûteux. La tendance est donc de se moquer des déficits, de les ignorer et de les faire durer indéfiniment.

5. Une situation excédentaire présente également des risques considérables pour l'économie mondiale. Le pays qui a structurellement, à un niveau de change donné, un excédent commercial ne sait pas quoi faire d'utile à la production des devises qui l'accumule. Il les replace. La contrepartie de ces crédits est de la dette. Comme ces actifs sont au bilan des banques, elles peuvent augmenter leurs en cours de prêts. Comme les pays déficitaires ont besoin de prêts, compte-tenu des capitaux qui sont partis en masse à l'étranger, une double hélice de crédits se met en place et dans le ou les pays excédentaires et dans les pays déficitaires. Des bulles financières se créent et on entre dans une économie baudruche marquée par la violence des crises d'ajustement du crédit, l'effondrement des bulles spéculatives, et la peur qui s'empare de tous les agents.

6. Ces constats étaient très présents à l'esprit des négociateurs de Bretton Woods car les 20 ans précédents d'errances de changes et de déséquilibres avaient porté leur leçon.

7. Les accords de Bretton Woods avaient un vice de structure. Ils faisaient du dollar la monnaie internationale, à égalité avec l'or. L'ancre en or avait pour but d'empêcher les Etats-Unis de faire

n'importe quoi. Car à tout moment les états membres pouvaient demander la conversion de leurs avoirs en dollars en or et à un cours fixé. Mais rien n'était prévu si les Etats Unis décrétaient une politique de négligence et laissaient filer leurs déficits. Nixon a levé l'ancre en rendant le dollar inconvertible en or. C'était une action unilatérale correspondant à un défaut. Pas un acte pensé par des économistes sérieux.

8. Le système de change flottant et de liberté absolu des mouvements de capitaux, censé donné la valeur des devises sur des marchés vastes et libres, a permis l'extension sans limite des déséquilibres. Les excédents et les déficits sont devenus gigantesques et immaîtrisables. La crise de 2007-2009 a vu l'explosion du système. Il ne s'en est toujours pas remis.

9. Contrairement à ce qu'ils ont réussi pendant des lustres, les Etats Unis n'ont plus été en mesure, à partir de 2008, d'exporter leur crise aux autres. On a donc vu progressivement monter de l'impatience devant les énormes excédents Japonais, Chinois et Allemands.

10. Comme les Etats-Unis ont décrété que les changes seraient fixés par les marchés libres et non entravés, sans manipulation monétaire, et comme ils trouvent toujours aussi pénible de ralentir leur économie pour lui permettre de réduire les déficits, ils sont prisonniers d'une vision idéologique qui leur fait imaginer que leurs déficits sont l'effet des manipulations monétaires des autres, notamment ceux des grands pays excédentaires. Le vice de raisonnement est que le marché des devises est tout sauf un pur marché où les prix se forment idéalement. Les banques centrales et quelques géants financiers influent majestueusement sur les cours qui n'ont rien de spontané. La possibilité de collecter toute l'épargne du monde pour spéculer sur les cours entraîne par ailleurs des effets sur les qui n'ont strictement rien à voir avec l'économie réelle. Rappelons qu'un pays comme la suisse a émis en quelques semaines l'équivalent de la valeur du PIB suisse. Et que la BCE a en quelques années créé ex nihilo plus de 10 mille milliards d'euros. Croire que le cours de change est la résultante bienheureuse des millions de transactions des agents économiques est une supercherie.

11. On commence à reconnaître que les énormes déséquilibres sont néfastes. Mais comment forcer les grands pays excédentaires à agir alors qu'ils voient ces excédents comme la preuve de la force de leur économie ? Et comment forcer l'émetteur de la monnaie du monde à restreindre ses déficits alors qu'ils sont liés au privilège d'émission ?

12. La vraie solution serait de revenir à des changes fixes, établis par rapport à une unité monétaire mondiale indépendante d'une nation particulière avec des sanctions financière quasiment automatiques et pour les pays excédentaires et pour les pays déficitaires. C'est la seule juste et durable. Les Etats ont intérêt à rester proches de leurs équilibres. Le travail s'échange contre le travail. la croissance des uns ne se fait pas au détriment des autres.

13. La difficulté de mise en place de cette solution est purement politique. La politique prime tout. Les Etats-Unis ont considéré qu'ils avaient la puissance nécessaire pour imposer que les ajustements soient exclusivement exigés des pays excédentaires. Ils interprètent de façon hémiplogique les règles internationale en considérant que leurs déficits ne sont de leur fait mais résultent des excédents illicites des autres. Le TFTEA est la législation stratégique permettant cette action coercitive.

14. L'ennui est qu'elle est vouée à l'échec tout en risquant de provoquer des contre mesures du reste du monde. Si le dollar reste la monnaie du monde l'accès à cette monnaie est entièrement lié aux déficits américains. Le rôle monétaire mondial du dollar rend impossible la résorption des déficits. En forçant les pays excédentaires à freiner leurs exportations, les Etats Unis créent de la dépression globale. Tout est faux dans ce système parfaitement anti économique et contraire à la législation internationale.

15. Le TFTEA est donc une très grave menace pour l'Europe et l'Asie et plus généralement pour la

prospérité générale. Il faut donc tuer cette sottise avant qu'elle fasse trop de dégâts. Dans un premier temps, cela veut dire que l'Europe doit mettre en place une législation équivalente ciblant les pays structurellement déficitaires. L'Asie également. Et la situation étant devenue bloquée, il faut mettre en place une grande conférence internationale pour décider d'une solution raisonnable. Malheureusement, l'Europe doit régler auparavant les graves déséquilibres internes de la zone Euro qui la rongent et provoquent des ravages.

16. Nous considérons que la bonne séquence est la suivante :

- Protester contre le TFTEA, et mettre en place une contre législation européenne tout en bloquant toute discussion commerciale tant que l'affaire n'est pas réglée.
- Régler la question des déséquilibres internes de la zones euro avec un jeu de pénalités pour les pays excédentaires et déficitaires.
- Imposer en alliance avec les pays d'Asie une réforme du système monétaire international.

Au préalable il faut que la France redresse son économie pour redevenir un interlocuteur valable.

Tout le monde voit que les candidats à la présidence de la République sont très conscients de leurs responsabilités dans ce domaine fondamental...

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.